

**Réponse ENGIE à la CONSULTATION PUBLIQUE  
de la Commission de régulation de l'énergie (CRE)  
N°2019-022 DU 27 NOVEMBRE 2019**

RELATIVE A L'APPLICATION DES CODES DE RESEAUX PREVUS A L'ARTICLE 6 DU REGLEMENT (CE)  
N°714/2009 DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL DU 13 JUILLET 2009 AUX INSTALLATIONS  
FAISANT L'OBJET DE MODIFICATIONS

## Préambule

**ENGIE tient à remercier la CRE pour l'organisation de cette consultation. En effet, ENGIE partage pleinement les motivations de la CRE, et considère également qu'il est important de déterminer les exigences techniques applicables en cas de modification substantielle** des unités de production, des systèmes en courant continu à haute tension, des installations de consommation ou des réseaux de distribution, en consultant les acteurs de marché et plus largement les utilisateurs du système électrique, afin d'assurer leur mise en conformité avec les codes de raccordement, pour garantir la sécurité du réseau électrique, **sans toutefois imposer des contraintes excessives aux utilisateurs du réseau concernés.**

Suite à la publication du décret n°2018-744 du 23 août 2018 pris pour l'application de l'article L. 342-5 du code de l'énergie, désormais codifié aux articles R. 342-13-1 à R. 342-18 et D. 342-13-9 à D. 342-13-10 de ce code, qui fixe les attributions respectives du ministre chargé de l'énergie et de la CRE pour la mise en oeuvre des codes de raccordement. En application des dispositions de ce décret, **ENGIE se félicite que la CRE soit compétente pour décider**, sur la base de critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'énergie, si une convention de raccordement existante doit être substantiellement modifiée ou si une nouvelle convention de raccordement est requise **et détermine les exigences du règlement qui s'appliquent.**

**ENGIE soutient la volonté de la CRE de délibérer à la suite de cette consultation et de la publication de l'arrêté Rfg**, afin de fixer, pour chacun des critères de modification définis dans l'arrêté, les exigences des codes de raccordement qui s'appliqueront à l'utilisateur concerné par la modification et les modalités de mise en conformité de sa convention de raccordement.

Par la présente, **ENGIE contribue à la construction des modalités de mise en œuvre des codes réseaux, et souhaite rappeler que le Code Rfg n'étant toujours pas applicable en France, toutes les références liées à l'applicabilité desdites exigences sont entendues comme étant à la date de publication de l'arrêté d'application « Rfg », sans effet rétroactif.** Ce rappel est d'autant plus important que les projets actuellement en cours de développement ne prennent pas en compte ces futures exigences, notamment par le fait que les exigences ne sont pas définies dans la réglementation et la DTR des gestionnaires de réseaux. Ils ne sont donc pas opposables aux fournisseurs d'équipements, et ne peuvent pas être pris en compte dans les études de dimensionnement des installations.

### Question 1 : Êtes-vous favorable à l'application de l'ensemble des exigences du règlement RfG à une unité de production, en cas de changement de catégorie ?

ENGIE est favorable au principe général proposé par la CRE. ENGIE souhaite rappeler les travaux de l'instance de concertation réalisés sur le sujet durant de longues années, et qui avait abouti à un consensus entre les parties, ce dernier précisait :

- *« d'accord pour appliquer l'ensemble des exigences du code RfG à une unité dont l'augmentation de puissance l'amène à changer de catégorie. Ce critère est applicable uniquement pour les demandes de raccordement soumises après la date d'entrée en application du code.*

*Les seuils applicables pour la mise en oeuvre de cette disposition sont :*

- *les seuils en vigueur au moment de la demande de raccordement initiale pour une unité considérée comme nouvelle au sens RfG, et*
- *les seuils définis lors de l'entrée en application du code pour une unité déjà existante.*
- *En cas de modification des seuils postérieure à la demande de raccordement, ce critère ne sera pas applicable. »*

ENGIE propose donc de retenir également ces dispositions issues d'une large concertation entre les acteurs et qui permettent d'atteindre un niveau de sécurité satisfaisant dans des conditions garantissant l'efficacité économique, en tenant compte de l'équilibre entre un niveau de performance satisfaisant et un coût global pour la collectivité raisonnable.

### Question 2 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à un parc non synchrone de générateurs, en cas d'augmentation de la puissance Pmax du parc non synchrone de générateur de plus de 10% ?

ENGIE est favorable au principe proposé par la CRE. ENGIE comprend que les exigences d'injection de courant réactif sur défaut, de tenue à la sous-tension et à la surtension ne s'appliquent pas aux machines existantes, seul le maintien des performances est demandé, quelle que soit l'augmentation de puissance.

### Question 3 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production synchrone, en cas d'augmentation de la puissance Pmax de l'unité de plus de 20% ?

ENGIE est favorable à la rédaction proposée par la CRE.

ENGIE souhaite préciser que la liste relative aux exigences RfG des unités C et D présente des redondances, des incohérences ou nécessite des précisions, par exemple en ce que concerne :

- les systèmes de contrôle-commande et de protection (listé 2 fois),
- la reconnexion après perturbation réseau, et à la synchronisation au réseau, semblent visé la même exigence,
- les modèles de simulation (de l'unité ?),
- l'instrumentation (de l'unité ? une liste des serait appréciable et éviterait tout malentendu sur le périmètre visé),
- la mise à la terre transformateur (le transformateur d'une installation est parfois utilisé par plusieurs unités, c'est la raison pour laquelle nous avons prévu dans l'instance de reprendre les éléments de la DTR existante qui prévoit que :

*« Dans tous les cas, le producteur met à disposition du Gestionnaire de réseau de Transport ou de Distribution les éventuelles améliorations de performances sous réserve que les équipements connexes non modifiés ne limitent pas le bénéfice sur les performances de la partie modifiée ; »).*

**Question 4 :** Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production, en cas de modification d'un élément essentiel de l'unité ?

ENGIE est favorable au principe proposé par la CRE de renvoyer à la DTR les multiples cas envisagés, d'autant plus que l'instance de concertation avait établi un consensus sur ce point précisément.

Engie souhaite que la CRE délibère concernant la modification d'un élément essentiel de « la technologie mise en oeuvre » conformément au consensus validé par l'instance.

Rappel :

*Il est considéré que la modification d'un élément essentiel de « la technologie mise en oeuvre » correspond à :*

- *Un changement simultané du rotor et du stator pour les unités synchrones,*
- *Un remplacement de 10% ou plus (en puissance) des générateurs ou onduleurs pour les parcs non synchrones.*

*Les prescriptions du règlement UE n°2016/631 et du chapitre II du titre I de l'arrêté XXX relatif aux exigences techniques applicables aux raccordements aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité s'appliquent aux performances impactées par la modification, les performances qui ne sont pas impactées par la modification doivent être maintenues.*

*Le producteur met à disposition de RTE les éventuelles améliorations de performances sous réserve que :*

- *L'éventuelle augmentation de puissance active puisse être injectée sur le RPT ;*
- *Les équipements connexes non modifiés ne limitent pas le bénéfice sur les performances de la partie modifiée ;*
- *L'engagement contractuel de cette amélioration soit mesuré au point de raccordement.*

ENGIE souhaite que cet exercice de concertation de la DTR des gestionnaires de réseaux soit encadré, pour cela ENGIE indique que le consensus obtenu entre les acteurs devrait servir de référence pour cette mise en oeuvre et ainsi éviter une perte de temps.

Enfin, ENGIE souhaite s'assurer que les DTR concernées seront bien soumises à la validation de la CRE.

**Question 5 :** Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production faisant l'objet d'investissements de rénovation mentionnés à l'article R.314-14 du code de l'énergie ?

ENGIE est favorable au principe général proposé par la CRE.

Nous comprenons que ces investissements de rénovation seraient soumis aux mêmes dispositions que les autres unités, et dans les mêmes conditions. Cependant difficile de confirmer définitivement notre position du fait de l'attente de la publication de l'arrêté « Rfg », lequel précise les modalités d'applications avec lesquelles nous sommes parfaitement alignés.

**Question 6 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification substantielle d'une unité de production ? Avez-vous d'autres propositions?

ENGIE est favorable au principe proposé par la CRE. En effet, la résiliation d'un contrat pour en établir un nouveau rompt la continuité contractuelle sur laquelle est basé d'une part le plan d'affaire de l'utilisateur, et d'autre part les performances des unités non modifiées d'un site. De plus, cela présente des risques difficilement mesurables puisque cela peut avoir des conséquences automatiques sur d'autres contrats (génère une instabilité). Une modification substantielle d'une unité doit être prise en compte par avenant à la convention de raccordement, ce principe est tout à fait adapté à la situation, ENGIE encourage la CRE en ce sens.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement HVDC proposées à un système en courant continu à haute tension faisant l'objet d'une modification telle que défini à l'article 91 du projet d'arrêté ?

ENGIE n'a pas de commentaires.

**Question 8 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'un système en courant continu à haute tension?

Idem réponse N°6.

**Question 9 :** Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement DCC proposées à une installation de consommation faisant l'objet d'une modification importante ?

ENGIE n'a pas de commentaires.

**Question 10 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la révision de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'une installation de consommation?

Pour les mêmes raisons développées dans la réponse N°6, ENGIE ne souhaite pas l'élaboration systématique d'une nouvelle convention de raccordement, c'est d'autant plus important que cela pourrait freiner les rénovations des sites par craintes de devoir perdre la continuité contractuelle, alors qu'il s'agit généralement d'améliorer l'activité et la performance énergétique du site.

### Question 11 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement DCC à un réseau de distribution faisant l'objet d'une modification telle que définie à l'article 152 du projet d'arrêté ?

ENGIE est favorable au principe général proposé par la CRE. Néanmoins, la CRE semble faire le lien entre l'ajout d'un transformateur dans un poste source et la modernisation du poste concerné, en se référant à l'article 19 du RÈGLEMENT (UE) 2016/1388 DE LA COMMISSION du 17 août 2016 établissant un code de réseau sur le raccordement des réseaux de distribution et des installations de consommation.

ENGIE ne comprend pas comment est établi ce lien, en effet l'article 19 concerne la « Déconnexion et reconnexion des réseaux de distribution et des installations de consommation », cet article ne traite donc pas explicitement de l'ajout de transformateur devant être causé par le raccordement de nouvelles installations de production au réseau HTA. Le lien entre une modification liée à l'ajout d'un transformateur et l'ajout d'un transformateur devant être causé par le raccordement de nouvelles installations de production au réseau HTA ne peut donc pas être établi automatiquement.

### Question 12 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'un réseau de distribution ?

ENGIE n'a pas de commentaires.

## Divers :

### **Analyse Cout Bénéfice (ACB) :**

ENGIE profite de cette consultation liée à la mise en place des codes réseaux en France, pour rappeler le travail effectué concernant l'analyse cout bénéfice (ACB) par les membres de l'instance de concertation. Un document a été établi dans le cadre des travaux de l'instance de concertation sur l'implémentation en France des codes de raccordement aux réseaux (RfG-DCC-HVDC). Il vise à accompagner la réalisation d'analyses coût-bénéfice dans le cadre des procédures de dérogation prévues dans les codes ou de l'application rétroactive des codes à des installations existantes.

Il est composé de trois chapitres :

- Les deux premiers (« Eléments de contexte » et « Objectifs et Enjeux ») détaillent les raisons du travail réalisé et son articulation avec d'autres actions en la matière ;
- Le troisième (« Méthodologie de l'ACB : étapes principales et règles à respecter ») présente des recommandations méthodologiques encadrant l'exercice d'une ACB en vue d'un document de recommandations à valider par la CRE.

Afin de garantir un processus transparent, équitable et non discriminatoire qui reste sous contrôle des autorités de régulation compétentes, pour à la fois (i) faciliter la réalisation des ACB dans le cadre de la procédure fixée par RfG, DCC et HVDC et (ii) contribuer à faciliter l'acceptabilité in fine des résultats, et compte tenu de l'ensemble des éléments évoqués ci-avant, il apparaît raisonnable d'inscrire, dans le cadre d'une délibération de la CRE (ou dans les DTR des GRx), les principes et recommandations développés dans cette note.

Cette proposition de « document de référence » sur les ACB qui devra être systématiquement consulté lors du lancement d'une ACB, dans chaque cas prévu dans les codes raccordement, servira à orienter et à guider la réalisation de l'ACB.

ENGIE se tient à la disposition de la CRE pour échanger sur ce point important dans la mise en oeuvre des codes réseaux.

**Application du code Rfg :**

**ENGIE remercie la CRE pour avoir rappelé dans la délibération du 19 septembre 2019** portant avis sur le projet d'arrêté relatif à la mise en oeuvre, en matière de raccordement aux réseaux électriques, des codes de réseaux prévus à l'article 6 du règlement (CE) n°714/2009 du parlement européen et du conseil du 13 juillet 2009 sur les conditions d'accès au réseau pour les échanges transfrontaliers d'électricité, que **la CRE émet un avis favorable** au projet d'arrêté qui lui a été soumis, **sous réserve** (entres autres) :

- **de préciser les modalités d'application dans le temps des dispositions relatives au code de raccordement Rfg.**

**Même si dans la pratique (en attendant la publication de l'arrêté) les gestionnaires de réseaux appliquent toujours le cadre de 2008** pour les demandes de raccordements et ont communiqué auprès des producteurs pour confirmer ces « aménagements temporaires », **ENGIE souhaite rappeler que sur la question du Code Rfg et son entrée en vigueur, en particulier pour son application aux unités existantes**, il avait été convenu que cela viserait les unités ayant, après la date d'entrée en application du code, :

- signé une PEFA ou une PTF, pour les unités raccordées au réseau de transport,
- reçu l'approbation de la demande complète de raccordement (T0) pour les unités raccordées au réseau de distribution.

Si le **bilan** de l'instance de concertation a montré un consensus sur la manière d'entendre ce qu'est une unité existante, le décret no 2018-744 du 23 août 2018 (dit de « répartition des compétences ») n'a pas intégré une telle définition, ce que nous regrettons.

A défaut d'une telle précision, des installations telles que les projets off-shore A01&2 ou les fermes pilotes flottantes et autres projets terrestres pourraient être concernées alors que leur développement et autres études très avancées aujourd'hui n'ont pas intégré ces obligations.

Par exemple :

- Les propositions techniques et financières (PTF) proposées par les gestionnaires de réseaux et signées par les producteurs, jusqu'à ce jour, prennent en compte les conditions des arrêtés techniques de 2008 et non le code Rfg ;
- Le Code Rfg introduit dès le seuil A (**article 14**) de nouvelles obligations en termes de capacité de réponse à une diminution de la fréquence ;
- Le code Rfg (**article 15**) introduit une obligation de mise en oeuvre de la réserve primaire dès le seuil C pour tous les producteurs (alors que l'arrêté de 2008 exonérait les producteurs EnR) ;
- Le code Rfg (**article 20**) introduit une nouvelle obligation concernant l'injection de réactif sur défaut pour toutes les EnR à partir du seuil B ;
- Etc...

**Dans ce contexte, à l'instar de la délibération de la CRE du 19/09/2019, il est important que l'arrêté Rfg précise les choses à ce sujet, en se basant sur la latitude donnée par le Code (article 4, paragraphe 2, b) et mentionne ainsi les éléments ayant fait consensus lors de la concertation préalable et que l'arrêté Rfg précise sa mise en application au lendemain de sa publication.**

**Rappel :**

*"Sont considérés comme existantes pour l'application du règlement (UE) 2016/631 de la Commission, les unités de production :*

*1° déjà raccordées au réseau du gestionnaire de réseau compétent à la date d'entrée en vigueur du code, ou*

*2° pour lesquelles une demande de raccordement complète a été déposée auprès du gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité au plus tard à la date d'entrée en application du code, ou*

*3° pour lesquelles une offre de raccordement engageante envoyée par le gestionnaire de réseau public de transport a été acceptée par le demandeur du raccordement, au plus tard à la date d'entrée en application du code.*